

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
30 novembre au 6 décembre 2000

10 FF
1,52 €

Manifestation contre le sommet européen de Nice Pour l'égalité économique et sociale !

C'EST QUE L'ON DÉSIGNE SOUS le vocable d'« institutions européennes » recouvre toute une série d'organes et de textes en apparence très différents dans leurs buts. Mais dans ce fouillis institutionnel se détachent deux ensembles distincts : ceux qui dépendent du Conseil de l'Europe d'une part et les institutions des Communautés européennes d'autre part. Ces deux organes sont au cœur de la réorganisation de l'Europe après la guerre et inspire largement le droit des États.

L'Europe c'est d'abord, sous l'égide du Conseil de l'Europe auquel adhèrent et participent de grands pays humanistes comme la Russie, un système de protection des droits de l'homme. Ce système est garanti par la Convention européenne de protection et de sauvegarde des droits de l'homme et repose pour l'essentiel sur la Cour européenne des droits de l'homme. Cette cour, par sa composition - modifiée en 1994 par le protocole n° 11 - n'est pas, comme son nom l'indique, uniquement un organe législatif ; elle est aussi un organe mixte où les représentants des États sont associés à la décision et sont donc, de ce fait, souvent juges et parties. Même si ces droits sont on ne peut plus basiques : droit à un procès équitable, droit à un procès pénal, protection des interpellés, droit des étrangers et surtout droit de propriété, beaucoup de pays ont eu d'énormes difficultés à adhérer à cette chartre. Cette convention, créée en 1950 par les dirigeants des pays adhérents du Conseil de l'Europe, n'a par exemple été ratifiée par le gouvernement français qu'en 1974, et encore, en douce et partiellement par Pöcher pendant son intérim entre Pompidou et Giscard. Elle ne sera ratifiée de façon définitive, c'est à dire en acceptant le recours individuel contre l'administration française, qu'en 1981. Avec cet exemple, on s'aperçoit que la Convention, qui n'est qu'un bout de papier pour les États, ne peut pas remplir son rôle ; parce que ce sont des États qui, en fonction de leurs préoccupations (colonies, maintien d'approvisionnements pétroliers dans le Caucase, problèmes avec des minorités) y adhèrent ou n'y adhèrent pas. Il y a en effet des périodes où même l'humanisme de

salon ralentit la productivité, surtout au fond des caves des casernes lorsqu'on travaille l'autochtone.

Droits de l'homme en Europe : la coquille vide

La Convention n'est donc guère plus qu'un bout de chiffon bien intentionné pour la majorité des individus qui peuplent l'Europe, car à moins d'avoir la solvabilité nécessaire pour financer la ténacité des avocats - il faut en effet,

faire face à un élargissement à l'Est avec l'intégration de la Hongrie, de la Pologne et de la République Tchèque, de la Slovaquie et de l'Estonie, ensuite se pose le problème, selon les dirigeants européens, de l'incapacité de fonctionner à vingt ou trente membres comme avant. D'où les propositions de Joscha Fischer et de Védrine de constituer l'Europe à partir d'un centre de gravité, et d'établir une fédération d'États. Mais ce débat masque des intérêts très bas, et Joscha Fischer et sa ca-

problèmes qui lui était posés en bon gestionnaire capitaliste, l'exemple scandaleux des problèmes agricoles et alimentaires actuels le prouve. Les politiques de soutien agricole, via les fonds européens de garantie agricole (FEOGA) destinés à soutenir les cours et la productivité agricole, montrent que les dirigeants des pays européens ont préféré faire baisser les prix des denrées agricoles en industrialisant l'agriculture plutôt que de résoudre le problème alimentaire par le partage des richesses. Le raisonnement était à l'époque simple en baissant les prix, et risque éventuel, la qualité, on permettait aux salariés de se nourrir à moindre frais en maintenant des marges de bénéfice élevées pour les entreprises qui les employaient. On a fait bouffer de la merde à la population européenne par

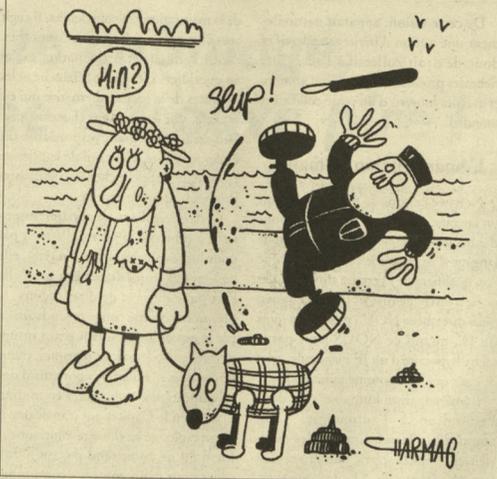
choix de société pour maintenir des taux de profit et des entreprises.

Si le but de l'élargissement de l'Europe, c'est permettre à Carrefour ou à Schlecker d'intoxiquer les populations des pays de l'Est et de les faire vivre entre des blocs de Béton Bouygues, des zones industrielles pourries ou des flics, tout en ne sachant pas où mettre la limite de la xénophobie, ni les grands discours, ni les guerres, ni même la chute de la dictature communiste n'étaient nécessaires.

C'est bien à une gestion policière des populations européennes que nous avons à faire. Le problème des dirigeants est de savoir où mettre les frontières, et avec quelle administration. Le nôtre, c'est de les abattre.

Sam. - groupe Jules Vallés
(Grenoble)

LES NIGOUIS AVEC NOUS !



pour pouvoir faire un recours auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, avoir épuisé les voies de recours nationales, c'est-à-dire souvent six ou sept ans de bagarre juridique. En bref à part la peine de mort, personne n'est protégé de rien en Europe.

La réforme du traité d'Amsterdam, qui va avoir lieu à Nice au mois de décembre, prolonge la construction européenne née à Rome en 1957. Cette méthode pragmatique dite « méthode Monet » se base sur l'économie mais intègre de plus en plus des prérogatives de l'État, la monnaie avec Maastricht, la Défense avec la politique européenne de sécurité commune (PESC) et la coopération policière avec les accords de Schengen. Le débat apparent se posant à cette construction est de deux ordres : tout d'abord l'Union européenne doit

tion Verte ne nous fera jamais oublier qu'il occupe un poste depuis lequel a été décidé par ses prédécesseurs le partage catastrophique qui a ramené la guerre en Europe et ce, au nom d'intérêts dont les populations n'avaient que faire.

Le profit à tout prix

L'État et l'Europe ne serviront jamais que les intérêts des propriétaires. Qu'avons-nous à faire d'un changement d'opresseur? Que des lois soient votées par des députés européens ou par des députés nationaux ne fera pas changer le goût subtil de la matraque. L'Union européenne n'a ni évité les tensions entre les populations de l'Est, ni les guerres et les a même provoqués parfois, comme dans l'affaire yougoslave. L'Union européenne a résolu tous les

EDITORIAL

La pratique de la torture et la liquidation physique des opposants algériens à la colonisation française a donc été un fait quotidien tout au long de la guerre d'Algérie. Les aveux publics d'au moins deux généraux directement impliqués dans ces assassinats font qu'aujourd'hui l'État français va devoir digérer cette ignominie pour sauver l'essentiel, à savoir la pérennité de l'armée et des services secrets barbouzes. Nous n'avons pourtant guère d'illusion sur une réelle avancée démocratique, politique et humaine que ces révélations pourraient avoir sur les pratiques et la culture de pouvoir des classes dominantes. Tout au plus cela va-t-il donner du grain à moudre à la bonne conscience des progressistes et démocrates qui se repaissent de ces petites avancées bétonnant notre domination quotidienne. C'est ainsi que la démocratie avance à coup de prisons neuves, de RMI, de loi contre l'exclusion, de parité sexuelle et sociale, de transparence judiciaire, de centres de rétention humanisés, de réduction de temps de travail, de précarité et de professionnalisation des armées... vers le meilleur des mondes possibles pour les capitalistes et le contrôle social étatique. Peut-on imaginer que l'État français reconnaisse que la logique colonisatrice contenait en elle-même la négation des populations vivant sur les territoires conquis et que la violence est de ce fait de sa seule responsabilité historique? À coup sûr on va nous faire le coup des responsabilités partagées et nous mettre en avant l'horreur des crimes du FLN. Peut-on imaginer que l'État français reconnaisse que son armée a toujours réprimé avec la plus grande violence les révoltes sociales en Algérie comme ailleurs? Que penser de la fonction de cette armée de conscrits qui défile le 8 mai 1945 sur les Champs-Élysées pour fêter la victoire contre le nazisme et qui le même jour massacre par milliers les manifestants algériens de Sétif. La même armée qui, quelques temps plus tard, écrasera dans un bain de sang la révolte de Madagascar? Nous savons bien que la dénonciation des crimes d'État est toujours nécessaire et participe à l'indispensable construction d'une mémoire collective. Mais ce cri du cœur qui a fait dire aux poilus de 14 comme aux rescapés des camps nazis « plus jamais ça ! » ne prendra un début d'effet que lorsque notre conscience critique collective saura imaginer une société non coercitive c'est-à-dire débarrassée des scories militaires et étatiques. Et il n'est pas sûr que nous puissions compter sur les démocrates, tout heureux de cette opportune repentance de quelques assassins d'État, pour voir aboutir cette perspective émancipatrice.

ISSN 0026-9433 - N° 1223

M 2137 - 1223 - 10,00 F



FPP 2510

Mondialisation et émancipation humaine

POURQUOI HIER, LUTTONS-nous contre le capitalisme et aujourd'hui luttons-nous contre le néo-libéralisme, la déréglementation ou bien contre la mondialisation, sans parler de la malbouffe?

Hier, les réponses s'appelaient socialisme, communisme, anarchisme, internationalisme prolétarien, aujourd'hui, on entend parler de mondialisation des luttes. Si plus personne ne prête audience aux propos de fin de l'histoire, il n'en reste pas moins que les idéologies, les systèmes d'émancipation humaine ont pris de sacrés coups et n'apparaissent plus comme une panacée, une alternative crédible pour les dépossédés. Il est donc normal que nous soyons dans une période de recherche d'autres alternatives, une période d'expérimentations.

On sera d'accord pour dire que nous luttons toujours contre la même situation. Mais si les mots ne sont plus les mêmes, c'est que nous ne luttons pas pour la même chose ou bien que nous ne luttons pas de la même façon.

Le capitalisme est l'expression d'un système, celui permettant l'accumulation de richesses par un petit nombre et son opposition apparaissait comme devant passer par un autre système. A contrario, le néo-libéralisme ou la mondialisation apparaissent sous forme d'effets, catastrophiques souvent, contre lesquels on se bat (et même si cela peut être faux pour le libéralisme en particulier qui lui, est théorisé).

La mondialisation n'est pas inéluctablement le summum de l'esclavage humain. Par nos résistances conjuguées, il est une chance de poser en actes et non plus en paroles ou en simples vœux l'émancipation humaine. Peut-être, avons-nous la chance que notre adversaire de toujours se donne des visages publics avec les différents sommets où il essaie de légiférer sur l'ordre du monde tel qu'il le souhaite.

Quels visages choisirions-nous de lui opposer? Nous avons le choix de réagir à la mondialisation capitaliste par le repli nationaliste avec tous les souverainistes ou par l'ouverture à la mondialisation des luttes et des résistances, avec les regroupements à l'échelle du monde que furent Seattle, Davos, Millau, Prague, etc.

Remarquons que ces deux mouvements, à la fois, sont appelés les anti-mondialistes. Ne laissons pas la mondialisation, pour ne pas dire le monde aux possédants, aux détenteurs du capital!

Mondialisons nos luttes

Quels sont les problèmes que nous dénonçons au travers de la critique de la mondialisation? On se réfère à la perte de liberté ou plutôt de souveraineté des nations, car les dirigeants des instances mondiales ne sont soumis à aucun contrôle et n'ont aucune représentativité issue des populations.

Ce schéma non démocratique pré-existe à la mondialisation. Tout d'abord, dans le lieu social de l'entreprise, le pouvoir est toujours, pour le salarié, un pouvoir d'autocrates, parfois délégué, ce qui ne change pas sa nature de pouvoir uniquement descendant.

Ensuite, dans la structure politique même démocratique, lorsque le contrôle des élus n'est pas possible ou prévu, les élus finissent par défendre des intérêts de castes alliés à la classe capitaliste au pouvoir. Alors les élections n'apparaissent plus dans les sociétés occidentales comme un moyen pertinent de représentation du collectif.

La critique souverainiste apparaît comme la revendication plutôt propre à des hommes politiques dépossédés d'une part de leur pouvoir par les organisations mondiales, ils se disent alors défenseurs de la nation.

L'autre problème se réfère à l'égalité, donc à l'amplification des inégalités par le monde. Les instances mondiales visent non pas à réduire les inégalités mais a contrario à simplement lever les obstacles sur la voie triomphante du capitalisme.

C'est bien le capitalisme, en soi, qui est cause des inégalités et non pas sa seule forme libérale. En effet, c'est bien du principe d'accumulation des richesses dont souffrent ceux qui en sont dépourvus. Ce qui apparaît nécessaire, c'est bien le partage de ces richesses. Ce n'est pas le marché qui est seul ou en soi un problème, mais bien le marché entre non égaux. Comme la richesse est source de pouvoir, en être dépossédé génère la privation de liberté.

Ce principe peut-il se contrôler? On voit qu'il y a bien un ligne de fracture

entre une accumulation vicieuse de fortune et une égale répartition des richesses produites.

Qu'est-ce que l'homme? sinon cet être qui pense JE et vit en NOUS, ou bien le contraire d'ailleurs. Si nous parlons de richesses, d'où viennent-elles, comment sont-elles réparties?

Rouvrons ce vieux débat sur l'héritage. Voyons que l'homme collectif, ce sont à la fois les hommes et les femmes présents aujourd'hui, ce sont les hommes et les femmes à venir, mais ce sont aussi les hommes et les femmes du passé qui ont fait notre richesse culturelle et matérielle. L'humain est donc aussi histoire.

quelle: développement en dehors des cadres religieux, par recherches personnelles. Dans la sphère alimentaire: émergence d'une demande de contrôles sur l'aliment. Etc.

Expérimenter l'alternative

Cette démarche, ce souci de se battre contre ce que l'on ressent immédiatement, ce que l'on peut percevoir sans recourir en premier aux discours, a été et est celle du syndicalisme révolutionnaire ou de l'anarcho-syndicalisme. Les besoins d'analyses plus globales et de perspectives d'alternatives constructives apparaissent dans la lutte comme fruits

un sens et des valeurs. Les valeurs qui doivent être celles d'une société alternative. Pour exemple, quelle n'a pas été ma jubilation d'entendre Bernard Friot nous parler avec passion du salaire socialisé. Cette revendication de hausse de la masse salariale est le type même de la revendication de rupture grâce au système de protection sociale. Elle permet, au travers de la revendication de la hausse de mon salaire individuel, de revendiquer la hausse du salaire collectif, donc de faire ressentir le collectif dans l'humain.

C'est bien aux militants politiques et syndicaux d'introduire le plus souvent possible du sens social aux revendications, pour enrichir la population des valeurs alternatives à celles de la société actuelle.

Limites et perspectives

Les expériences ne sont pas des aménagements du système en place. Elles doivent se mener dans le cadre d'un corps de valeurs et d'idées, une certaine éthique. Ce qui est refusé, c'est le cadre étroit d'une démarche programmatique. Pour construire en se défendant, il faut replacer ces expériences dans un discours et une réflexion qui mettent en avant une éthique de la solidarité, de l'égalité et de la liberté.

Il ne s'agit pas, lorsque l'on parle d'émancipation humaine, simplement de soulager l'humain de ses souffrances mais de lui proposer d'être au cœur d'un ensemble de valeurs qui disent la liberté et l'égalité.

Les limites sont la capacité constructive du mouvement anti-mondialisation. En effet ce mouvement regroupe en son sein, sous le nom d'anti-mondialistes des représentants de deux mouvements contradictoires, un de repli et un autre d'ouverture.

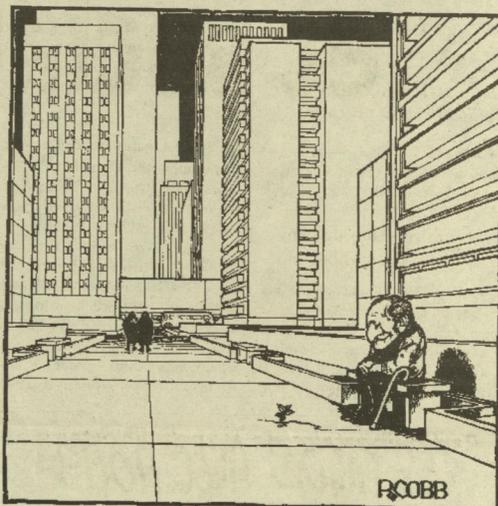
Ainsi, se retrouvent parfois côte à côte des défenseurs des sans-papiers et des expulseurs de sans-papiers. Peut-il y avoir une éthique commune à ces deux mouvements? Non!

Pour que ce mouvement soit réellement une étape dans l'émancipation humaine, il doit rapidement évoluer vers des valeurs constructives. Dans une démarche expérimentale, cela passe par la mise en œuvre de lieux alternatifs de contre-pouvoirs et d'expériences humaines.

Ces lieux existent de part le monde, ils ne sont pas fédérés et malheureusement existent peu en France, qui reste dans une contestation plus représentative et traditionnelle.

Des pistes sont à rechercher du côté des squats, centres sociaux italiens, athénées libertaires espagnols, comités de quartier autonomes, etc.

Philippe Arnaud
(militant anarchiste et syndicaliste)



De cette vision, apparaît naturellement une notion d'héritage collectif et donc de produit collectif à l'accès aux richesses produites aujourd'hui au nom et avec les moyens d'un passé collectif et mondial.

L'émancipation humaine

Nous ne cessons de nous piller (dans un langage capitaliste), nous ne cessons d'échanger ou de nous entraîner (dans le langage d'une pensée communiste que l'on qualifiera de libérale afin de garder ce lien entre égalité et liberté et aussi pour dire que le NOUS n'est pas la mort du JE, quand ce NOUS n'est pas le cache hypocrite d'un JE majuscule, celui de ceux que l'on nomme puissants).

L'émancipation humaine, c'est donc l'aspiration à l'autonomie. C'est aujourd'hui la valorisation des expériences. Dans la sphère éducative: c'est l'autonomie de l'apprentissage, l'apprentissage de l'autonomie. Dans la sphère sexuelle: c'est le refus des rôles sexuels et sociaux codifiés. Dans la sphère sociale: c'est la remise en cause des allures, looks codifiés. Dans la sphère politique: rejet des modèles et discours bien carrés, qui cachent mensonges et baratins. Dans la sphère spiri-

de la maturation des consciences. Il s'agit aussi, en partant du combat quotidien contre la misère et l'exploitation subies au quotidien, d'élaborer l'ébauche et les prémices de la société alternative qui est espérée, une société sans classe où chacun serait également responsable car également libre. Cet outil de la prise de conscience s'appelle chez les anarchistes la revendication de rupture.

Cette revendication apparaît essentielle à celui qui la porte, elle n'est pas pour lui révolutionnaire. En effet, elle ne l'est pas immédiatement mais elle l'est ou le devient de deux façons: la première comme toute revendication par le possédant qui, la jugeant insupportable décidera de la réprimer, transformant les manifestants porteurs d'une revendication « essentielle » en mutins. C'est bien le Capital qui transforme la classe exploitée en classe révolutionnaire lorsqu'il ne comprend pas qu'il doit céder pour maintenir un « compromis social ». La deuxième façon est spécifique à la revendication dite de rupture. C'est la revendication qui porte en elle

le monde
libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n°(inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: J. Toublert
Service abonnement: 02 35 84 27 17
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie: Hebdo 1 (Bernay).
Dépôt légal 44145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion N.M.P.P.

Le Monde libertaire ne répond plus?

Durant une quinzaine de jours, une grève des postiers sur le XI^e arrondissement, a laissé notre hebdomadaire et la boutique sans courrier. Abonnements, réabonnements, changements d'adresses n'ont pu être traités, puisque non parvenus au 145 rue Amelot. Cette situation a entraîné une multiplication des appels au service abonnement (02 35 84 27 17). De la même façon la vente par correspondance de notre librairie a été perturbée. Depuis le mercredi 22 novembre, le courrier nous parvient à nouveau chaque jour et les choses vont se régulariser rapidement.

Les administrateurs

PARE: le servage nouveau est arrivé

ON A BEAUCOUP PARLÉ DU PARE. Depuis juillet, le chapitre deux du feuillet nous mène de rebondissements en rebondissements. Signera-t-il ? Paritarisme sauvé ? Paritarisme coulé ?

Au petit jeu du « je te tiens par la barbichette », Nicole, Marc, Bernard, Ernest et les autres tentent de nous faire oublier que le PARE n'est qu'un texte qui vient cadrer une situation déjà ancienne; veut cacher piteusement que ce texte n'est qu'un article de plus à la nouvelle règle du jeu économique et social.

Au fond, tout le monde est d'accord pour la modernisation sociale (lisez « laisser le champ libre à la nouvelle économie »).

Tout le monde est d'accord pour accepter la refondation sociale (lisez la « résignation »). On pinaillera un brin pour rendre acceptables les mesures prises, pour maquiller l'inacceptable!

Il y a longtemps que les anarchistes claironnent que les travailleurs n'ont pas à accepter de négocier les conditions de leur misère, de leur exploitation.

Que veulent les patrons? Une main-d'œuvre servile, jetable, peu gourmande. En échange? Rien!

Le patronat s'est depuis longtemps organisé mondialement afin d'accroître la part de rémunération du capital au détriment de la rémunération du travail.

Le patronat a besoin, pour maintenir cet état de fait, de maintenir un taux de chômage raisonnablement élevé

(9 à 10%). Le libéralisme est, aujourd'hui comme hier, la privatisation des profits et la mutualisation des pertes.

La classe politique de droite comme de gauche concourt puissamment à établir la mainmise de quelques-uns au détriment du plus grand nombre sur les richesses naturelles et les productions humaines de notre planète.

Après avoir laminé ce que certains nomment acquis sociaux et que je nomme « édulcorants », le patronat passe à la vitesse supérieure, l'écrasement total de la classe laborieuse. Ce projet est tout à fait réalisable en raison de la faiblesse des organisations ouvrières. Les lois Aubry sur les 35 heures nous l'ont confirmé.

Généralisation du travail précaire

Plus rien ne s'oppose désormais à ce que le contrat de travail soit défini en fonction des besoins du patronat. Il sera individualisé et facilement résiliable. Le XIX^e au XXI^e en somme!

Pour faire passer la pilule, les capitalistes ont un instrument: le concept de compétence. Nous verrons fleu-

rir et se généraliser les certificats de qualification professionnelle (les chômeurs connaissent déjà les contrats de qualification et même de pré-qualification...) qui seront arbitrairement fabriqués et distribués par les employeurs.

Un salarié sera embauché pour des compétences particulières. Si la configuration de son emploi change, l'employeur estimera s'il est apte ou non à assumer les nouvelles compétences requises. Le salarié aura droit soit à passer un CQP ou à passer par la case chômage où on lui trouvera un emploi adapté à ses compétences.

Adieu CDD, CDI et même interim: bonjour les contrats de mission! Le salarié enfin adapté au nouveau mode de production capitaliste!

Les chômeurs devant accepter tout emploi qui correspond à leurs compétences, les indemnités seront moins nombreuses et moins élevées en raison d'une faible rémunération et de contrats à courte durée à l'issue desquels des droits ne seront pas forcément ouverts.

L'objectif du patronat n'est pas d'imposer le travail aux chômeurs mais de généraliser le travail précaire.

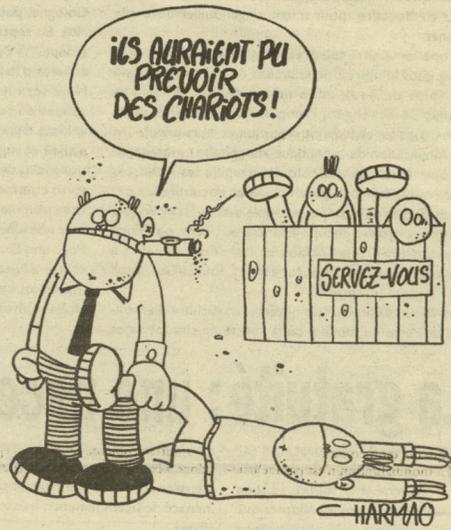
Bien sûr, une riposte unitaire, massive et déterminée est plus que souhaitable mais pour obtenir quoi? Un nouveau Grenelle?

Pour que la riposte vaille la peine, il faut qu'elle puisse nous amener à imposer de nouvelles règles du jeu; l'heure est donc aussi à la réflexion, au débat, à la construction ici et

maintenant, concrètement d'un monde nouveau basé sur l'égalité économique et sociale, au passage du travail bien sûr mais aussi d'un monde où nous saurons enfin pourquoi nous produisons, ce que nous produisons et comment nous le produisons.

Bruno Daraquy

CHÔMEURS CHAIR A PATRON!



Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web,
Radio libertaire, le Monde libertaire...
<http://federation-anarchiste.org/>

Fini le chômage, la gauche a trouvé pire!

FINI LE CHÔMAGE DE MASSE, les chiffres sont là, à la une: 430 000 chômeurs de moins en un an, chute de 23% du chômage de longue durée sur la même période. De quoi faire passer les détracteurs du gouvernement pour d'incorrigibles grincheux.

La sociale démocratie aurait donc réussi là où tous avaient échoué, à résoudre ce qui était identifié par la population comme le principal problème de société de ces vingt dernières années. Du coup, les travailleurs devraient s'estimer heureux et accepter, comme le préconise Fabius, un retour à l'austérité avec un budget 2002-2004 qui devrait donner la part belle aux patrons. C'est oublier que les chiffres laissent sur le pavé de nombreux exclus dont 500 000 sans domicile, et tous ceux, de plus en plus nombreux qui alternent les périodes chômées et les périodes travaillées. C'est oublier, aussi, qu'une baisse du chômage aujourd'hui n'a pas le même sens qu'il y a vingt ans...

D'abord, on constate que cette baisse ne découle pas d'une croissance économique accrue et que d'autre part les licenciements n'ont pas cessé pour autant. Autre indice: la baisse de la consommation des ménages. Au bout du compte, la part des salaires dans la redistribution des richesses ne fait que diminuer.

Cette situation atypique découle de la politique notamment menée par les différents gouvernements de gauche qui ont complètement transformé le contrat de travail salarié. Autrement dit, la baisse du chômage ne doit pas nous faire oublier la généralisation des statuts précaires. Ainsi de janvier 1999 à mars 2000, les contrats aidés (type CES) ont augmenté de 8,8%, les CDD de 9,2% et les contrats d'intérim de 23,8%. Le travail à temps partiel a, pour sa part été multiplié par trois en vingt ans. Force est de constater que pour beaucoup, l'intégration au monde du travail va de pair avec des rémunérations inférieures à celle d'une allocation de chômage.

Licencier aujourd'hui pour ne pas avoir à le faire demain

Dans ce contexte le chômage n'est plus que la phase transitoire d'un contrat de « travail » à un contrat d'« activité » qui laisse les travailleurs à la merci du bon vouloir patronal et des besoins immédiats de la production. On comprend mieux l'apparemment absurde déclaration du patron de Michelin: « licencier aujourd'hui pour ne pas avoir à le faire demain ». En effet, on ne licencie pas un intérimaire, ni un CDD, il suffit de résilier leur contrat... Les individus se retrouvent donc pris au piège de multiples parcours précaires dont la

gauche au pouvoir a su poser les balises.

Dès 1981, elle autorise le recrutement à temps partiel, en 1982 elle supprime la référence à la durée hebdomadaire de travail. Suivront les multiples exonérations de charges sociales patronales pour favoriser, par exemple, l'embauche à temps partiel, lequel permet une économie de 26% du coût salarial et ce pour un rendement supérieur. Avant, on avait des plans de carrière, des primes d'ancienneté, maintenant on doit se battre pour avoir un CDI, ce qui ne va pas sans sacrifices et de multiples stages d'insertion qui ne débouchent souvent qu'à un retour à la case départ comme cela risque d'être le cas pour beaucoup d'emplois-jeunes.

Le gouvernement préfère mettre en avant la politique des 35 heures pour expliquer la baisse du chômage. Il ne s'agit pourtant que d'un partage du chômage qui permet de désamorcer la révolte. Cette politique a aussi l'avantage de maintenir des salaires de survie, ce qui contraint les ménages à consommer l'intégralité de leur revenu. C'est un moyen de ménager la chèvre et le chou: pas de baisse de la consommation néfaste pour les marchés, ni augmentation de la masse salariale qui réduirait les profits, on joue simplement sur la capacité d'épargne des salariés.

Une baisse du chômage donc, mais à quel prix!

Jean - groupe Kronsdat (Lyon)

Faits d'hiver Coup de Massu

Pendant quarante ans, il a nié. Hautain, méprisant.

Et puis, il y a quelques jours, sans avoir été soumis à la question ni avoir dit sibir la gégène (comme quoi!), il est passé aux aveux.

Oui, la torture a bien été employée par l'armée française pendant la guerre d'Algérie! Oui, elle a été employée de manière massive et institutionnalisée! Oui, plusieurs milliers de « fellagas » et autres anticolonialistes ont été éliminés physiquement, après avoir été torturés à mort par des officiers et des appelés de l'armée de la patrie des droits de l'homme! Oui, tout le monde savait!

Est-il besoin de le préciser, notre « distingué » confrère, le journal *Le Monde*, qui n'est pas du genre à péter au lit, fait preuve d'une grande retenue devant les aveux tardifs d'un enfoiré qui, à quelques encablures du néant (le général Massu a 92 ans et son compère Aussaresses, 82), confesse ses « péchés » en espérant obtenir l'indulgence du jury « divin », et oublie d'ouvrir en grand ses colonnes à notre camarade Benoist Rey qui, il y a quarante ans, avait déjà dit tout cela (1).

Est-il également besoin de le préciser, notre futur président (l'ex-trotskiste Jospin), n'entend pas davantage permettre la création de la commission parlementaire sur « les tortures commises par la France durant la guerre d'Algérie » que réclament les communistes, et, pour ce qui est d'accéder à la demande d'Amnesty International qui estime que la France ne peut pas engager des poursuites contre Pinochet et laisser impunis « des actes qui constituent des crimes de guerre et peut-être même des crimes contre l'humanité », faudrait quand même voir à pas déconner!

Ça commence par des aveux, ça continue par une enquête parlementaire, ça se poursuit par la traduction des coupables en justice... et ça se termine par l'évidence d'une critique radicale de l'institution militaire du genre « toutes les armées du monde ont toujours été, sont et seront toujours des égorgeurs ».

Et quel gouvernement serait suffisamment courageux pour prendre le risque de ce coup de massue là?

Pas le nôtre en tous cas!

Jean-Marc Raynaud

(1) « Les Égorgeurs », carnet de route d'un appelé pendant la guerre d'Algérie, paru aux Éditions de Minuit en 1961, saisi quelques jours après sa sortie, et réédité aux Éditions du *Monde libertaire* en 1999. Grand prix Ni Dieu ni maître de la même année. 130 p. 60 F (66 F avec port) en vente à la librairie du *Monde libertaire* (chèque à l'ordre de Publico), 145 rue Amelot, 75011 Paris.

Appel pour la manifestation de Nice le 6 décembre

LES 7 ET 8 DÉCEMBRE PROCHAIN LE SOMMET DE l'Union européenne sur les questions sociales se tiendra à Nice. L'Europe qui s'y réunira pour clôturer la présidence française est celle du capitalisme, de la répression et de la xénophobie. La politique économique de l'Union européenne poursuit les dérèglements, la destruction des protections sociales et des services publics, entraînant la précarisation des statuts et des revenus. Les précédentes mesures mises en place tendent toutes à instaurer le travail forcé. En France, c'est le Plan d'aide au retour à l'emploi (PARE), qui en individualisant l'indemnisation, remet en cause l'assurance chômage. Avec la Charte des droits fondamentaux, les gouvernements brandent les droits élémentaires pour mieux s'agenouiller devant le patronat. L'Europe forteresse tue presque quotidiennement, que ce soit dans le détroit de Gibraltar ou aux frontières de l'Est (plus de deux mille morts depuis 1993). Les accords de Schengen, l'emprisonnement des sans-papiers dans les centres de rétention et leurs expulsions sont l'application de la politique xénophobe et raciste de l'Europe. L'Europe néocolonialiste pille les richesses écologiques, économiques, humaines et culturelles des pays du Sud et de l'Est, par exemple avec la Françafrique. Nous dénonçons l'Europe financière... celle ou l'Euro prime sur les droits sociaux et celle des pollueurs à l'image des entreprises européennes TotalElfina, Shell ou la Cogema (nucléaire). Nous voulons une Europe ouverte, multiculturelle, solidaire du reste du monde, où la liberté de circulation et

d'installation existe, où la réappropriation et le partage des richesses ont lieu. Salariés, précaires, chômeurs, étudiants, sans-papiers, rmistes... nous sommes les premiers concernés par les questions sociales. Il est nécessaire de descendre à Nice faire entendre une autre voix que celles des patrons et des politiciens. Le fait de ne pas avoir de ressources suffisantes pour payer un billet à 800 F ne doit pas nous empêcher de nous exprimer. Le train gratuit s'impose d'autant plus qu'il est aussi une affirmation de la liberté de circulation et de la gratuité des transports. Cette pratique a déjà fait ses preuves parmi les mouvements sociaux européens. En 1999, un train a permis à plusieurs centaines de personnes de se rendre à Cologne, pour manifester contre l'Europe de la précarité. En septembre dernier, au sommet de Prague, le groupe "Ya Basta!" en tête, un millier de personnes sont arrivées d'Italie en train gratuit. Nice sera le rendez-vous de milliers de personnes venues de tout le vieux continent pour affirmer leur volonté d'une Europe solidaire, qui donne la priorité à la qualité et la gratuité des soins de santé, du logement, du transport, de l'éducation... et qui permette à chacun de vivre comme il l'entend. Notre but: se rencontrer et échanger, mais aussi agir ensemble sur place pour exprimer nos idées. Pour une Europe des peuples libres et solidaires tous et toutes à Nice en Train Gratuit. **Relation extérieurs de la Fédération anarchiste francophone - groupe Nada de la F.A. - groupe libertaire dijonnais F.A. - Scalp**

La gratuité: une nécessité sociale

LE DROIT DE SE DÉPLACER EST aussi vital qu'est le droit à la liberté... Or à Nice, l'Union européenne va adopter une charte concernant particulièrement les précaires et chômeurs/euses. Or ces derniers ne pourront s'y rendre massivement afin de s'exprimer, faute de moyens. Aller à Nice, même avec 50% de réduction coûte 500/600/700 francs soit parfois près de 33% de ses revenus mensuels...

On nous parle de croissance et pourtant ce sont près de 7/8 millions de personnes qui vivent dans des conditions très précaires. 30% des chômeurs et chômeuses renoncent à leurs soins, 100 000 dossiers de surendettement ont été déposés en 1999... Ces quelques chiffres illustrent une réalité chronique. Très peu de précaires ont l'espoir (à court ou moyen terme) de sortir de leur réalité. Cette chronicité, intégrée intellectuellement, a au moins eu le mérite de complètement exploser le mythe du plein emploi (pourtant encore défendu par des courants de la gauche plurielle). Ce chômage est

même un besoin capitaliste! Il permet de maintenir une pression sur les masses salariées (peur du chômage et de la menace de licenciements, baisse des salaires...).

Revenir à la gratuité

Nés souvent à l'initiative d'un courant humaniste chrétien, scandalisés par les méfaits de l'exclusion, dans le cou-

du nécessaire travail salarié. L'émergence de ces revendications (droit au logement, droit de circuler, augmentation des minima sociaux...) a aussi l'intérêt de poser le refus de la logique marchande et la nécessité des services publics (gratuité). Ce rapide constat ne doit pas cacher les critiques que l'on doit apporter sur les origines de ce mouvement ainsi que sur les stratégies médiatiques (le spectacle médiatique, comme des réquisitions de logements, à

moyen terme se situe dans une impasse: comment renouveler le spectacle?) ou les risques d'institutionnalisation. Le mouvement de 1997 posait entre autres, la question de la représentation des chômeurs/euses dans les institutions (UNEDIC...). Les syndicats dits représentatifs ont gardé l'exclusivité mais des moyens financiers ont été concédés (locaux, subventions) aux associations de chômeurs dans le but de les contrôler avec la menace en dernier recours de revenir sur ces concessions.

Malgré tout, la revendication de la gratuité, qui se construit au fil des années, est fondamentale car c'est revendiquer le droit de vivre en dehors des logiques marchandes et des impératifs de rentabilité. Autre intérêt est que cette exigence de gratuité est fédératrice. La remise en cause de la primauté à la rentabilité peut s'appuyer sur l'idée d'un service public et donc sur les secteurs luttant contre les privatisations. La gratuité pose aussi des questions de société (quels besoins avons nous? et quelles réponses à nos besoins?): rationalisation des moyens de production avec des conséquences écologiques que l'on peut prévoir...

groupe F.A. de Nantes

NICE 5-6-7-8 DECEMBRE 2000

Trains Gratuits




Qui sème la misère récolte la colère!

Fédération Anarchiste 145 rue Amalot - 75011 Paris

Horaires des trains

Trains de l'Ouest: départ de Quimper le 5 à 20 heures Nantes 23h20 (rendez vous à la gare à 20h), Bordeaux le 6 à 5h55, Toulouse 9h22 Carcassonne 9h42, Nîmes 11h53, Marseille 13h10. Des trains rejoignent Nantes d'Angers et Rennes...

Train de l'Est Metz: 5 à 20h52 Nancy 21h30 Dijon 1h02, Avignon 5h25

Train de Paris: Paris 10h48 (rdv gare à 10h) le 5, de même Lyon appel à rassemblement le 5 à 10h00 pour action de solidarité en cas de refus de monter dans le train à Paris. Marseille 15h20-16h25

Train de Lille: rdv à la gare à 21h le 5.

Pour toute info de dernière minute: 06 71 53 72 75 ou <http://www.citeweb.net/fanantes> ou <http://members.nbci.com/fanantes>

Nada, on dirait le sud

Au début du siècle, on trouvait déjà de nombreux groupes anarchistes dans le Var, notamment à l'arsenal (DCN) de Toulon. Même si notre mouvement n'a pas encore retrouvé une telle implantation, celle-ci est loin d'être négligeable sur le département.

En 1993, pour toucher plus de monde, une partie du groupe Région toulonnaise crée le groupe Nada. Il est actuellement solidement présent sur Toulon et le centre-Var. Le groupe Libertad (non fédéré), quant à lui, rayonne sur La Seyne et l'est varois. Plutôt que de divergences, nous préférons parler de complémentarité de choix entre ces deux groupes: Nada a fait le choix de l'organisation et d'un anarchisme ancré dans le mouvement social porte à bout de bras la mise en place du soutien logistique et la mobilisation pour les 6,7 et 8 décembre à Nice. Le groupe Libertad, sans que cela soit pris dans un sens réducteur car il ne se limite pas à cela, pratique un militantisme plus « culturel » (mobilisation antimilitariste du 11 novembre, conférences...). Il est évident que cette tentative de définition n'est qu'approximative, qu'il n'y a pas de terrain réservé et que chaque se retrouve dans les activités de l'autre. Ces deux approches nous permettent un maillage serré du Var; d'autant plus qu'à l'initiative de Libertad, s'est constitué depuis peu un Réseau anarchiste varois. Ce réseau sort de leur isolement les nombreux sympathisants éparpillés jusqu'alors. Il accueille aussi la Coordination Anarchiste des Alpes de Haute-Provence; les anarchistes n'ayant pas de frontières, mesures-elles départementales.

groupe Nada (c/o ACL BP 5137, 83093 Toulon cedex)
e.mail: nada.f83@oreka.com

groupe Libertad: CECL c/o BP 313 Les Lones, 83187 Six-Fours cedex
Coordination anarchiste: C.A., BP 54, 04002 Digne cedex

Des trains gratuits pour Nice: créer un rapport de force

Campagne lancée dans un premier temps par No Pasaran et des groupes AC!. Depuis d'autres groupes ont rejoint l'initiative dont des militant-e-s de la FA à Lille, Nantes, Paris, Montpellier, Dijon... Au-delà même de la revendication financière (gratuité), cette campagne est un bon complément de l'objectif d'occupation pacifique de la ville de Nice et de la tentative de blocage non-violent du sommet des chefs d'États Européens. Mode d'action qui permet d'échapper à la manifestation symbolique... Mode d'action qui nous est cher et qui permet d'avoir une meilleure vision de l'échiquier politique (dans une lutte on apprend à se connaître...). Effectivement la situation nantaise est représentative et très parlante. Il existe deux collectifs: le collectif Nice 2000 (ATTAC, Groupe des dix, PCF, LCR, Verts, MDC...) et le collectif trains gratuits pour Nice (No Pasaran, AC!, FA...). Bien évidemment tout le monde est pour l'idée ou le principe de la gratuité pour Nice. Mais parmi les socio-démocrates, on a des attitudes diverses: soit « on a rien contre » (entendez: vous avez raison, mais ne nous faites pas chier) soit « on est pour, mais... » (dans le style, on est d'accord mais on négocie et on paiera notre billet). Et au-delà du rapport de force qu'il faut créer vis-à-vis de la SNCF d'ici le 5 décembre, cette campagne illustre très bien, pour toutes les personnes impliquées dans cette lutte, la nature des différentes organisations.

groupe F.A. de Nantes

crises de foi

Comment gagner des millions

On a beau dire, avec raison, que les prophéties de Fatima révélées par Jean-Paul II sont de vastes supercherches car elles sont annoncées après coup, il n'en demeure pas moins que ça marche, y compris sur le plan financier. Ainsi, rien qu'en 1999, le sanctuaire de Fatima a dégagé 52,5 millions de francs de bénéfice! Dont 18 kg d'or et de bijoux offerts par les fidèles.

En France, l'État a décidé de verser 245 millions de francs afin de restaurer la cathédrale d'Amiens, et ce malgré la loi de séparation de l'Église et de l'État de 1905 qui stipule que celui-ci ne finance et ne rémunère en aucune manière une religion ou un clergé. La religion étant une affaire privée, c'est les fidèles qui doivent subvenir aux besoins de leur église. La loi est de plus en plus détournée au profit des curés car après tout l'État bourgeois a bien besoin des religions pour asseoir sa domination. Pour la cathédrale d'Amiens, il est facile de détourner la loi car il s'agit de sauvegarder un bâtiment historique faisant partie du patrimoine culturel... utilisé par les curés.

Soit le bâtiment est religieux et alors il ne concerne que les fidèles, les responsables du sanctuaire de Fatima n'ont qu'à envoyer un chèque de soutien par exemple. Ou alors il s'agit d'un lieu public, pris en charge par l'État, et alors il ne doit pas servir qu'à la prêtraille, mais aussi à des manifestations culturelles (théâtre, expos, concerts), religieuses ou non, voire même des réunions publiques politiques. Un lieu public implique cela...

En tant qu'anar, nous proposons que le peuple reprennent en mains les lieux de cultes financés par l'argent public, pour en faire des lieux culturels autogérés par exemple. Sans État ni Église, reprenons ce que la classe des damnés de la terre a construit.

Régis Boussières. - groupe Kronstadt (Lyon)

Vite f

■ Réduction du t... Au cours de l'anné... de francs vont être... 35 heures. Par la g... ces subventions ser... millions de francs e... place des patrons, j'a...

■ Le 20 novembre l'Assemblée nationa... mesures destinées à... financement des... cotisations des adhé... désormais déductib... hauteur de 30 à 50%... collectivités locales... ment subventionner...

■ Le gouverneme... vient d'autoriser la... commercialisation d... transgénique, deven... premier pays au mor... les animaux génétiqu...

■ Des députés euro... néerlandais viennent... appel pour que le Va... plus représenté com... les institutions intern... notamment l'ONU. E... ne soit plus un État d...

■ Plusieurs centaines... ont manifesté à Socha... de la conférence et... Plusieurs dizaines de... très bientôt présente...

■ En 1999, 573 561 j... individuelles de grève... enregistrées en Franc... le secteur privé et ser... une hausse de 60% pa... l'année précédente. L... liée à des revendicatio... un quart à la réduction... de travail.

■ Selon l'observatoire... 10% des ménages vive... en dessous du seuil c...

■ Pour palier à une cr... vocations, le gouvern... britannique a décidé d... recrutement de 3000... flic... aux anciens déli... Comme ça au moins, ... de se demander ce qu... un flic d'un malfrat.

■ American way of life... Unis, 42,6 millions de... dont 10 millions d'enf... disposent d'aucune co... maladie.

■ 1000 gynécologues... (sur les 6000 en exerc... en grève jeudi pour dé... manque de personnel, ... et de moyens techniqu... disposition des centre...

■ Prof raciste. Le 20... 800 élèves d'un lycée d... manifesté contre un d... professeurs qui avaient... cours des propos racist... mobilisation, le rectorat... de révoquer l'enseignan... quoi, ça sert de manif...

... bien
Envoyez vos brèves à...
monsieur.pol@wanadoo.fr

Vite fait...

■ Réduction du temps de travail. Au cours de l'année, 150 millions de francs vont être versés aux PME afin de leur faciliter le passage aux 35 heures. Par la grâce de Guigou, ces subventions seront de 280 millions de francs en 2001. A la place des patrons, j'attendrais 2002...

■ Le 20 novembre dernier, l'Assemblée nationale a voté deux mesures destinées à faciliter le financement des syndicats. Les cotisations des adhérents seront désormais déductibles des impôts à hauteur de 30 à 50%. Et les collectivités locales pourront également subventionner les syndicats.

■ Le gouvernement cubain vient d'autoriser la création et la commercialisation d'un poisson transgénique, devenant ainsi le premier pays au monde à autoriser les animaux génétiquement modifiés.

■ Des députés européens néerlandais viennent de lancer un appel pour que le Vatican ne soit plus représenté comme Etat dans les institutions internationales, notamment l'ONU. Et pour que ce ne soit plus un Etat du tout. Non ?

■ Plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Sochaux à l'occasion de la conférence européenne. Plusieurs dizaines de milliers seront très bientôt présentes à Nice.

■ En 1999, 573 561 journées individuelles de grève ont été enregistrées en France dans le secteur privé et semi-public, soit une hausse de 60% par rapport à l'année précédente. La moitié était liée à des revendications salariales, un quart à la réduction du temps de travail.

■ Selon l'observatoire de la pauvreté, 10% des ménages vivent en France en dessous du seuil de pauvreté.

■ Pour palier à une crise des vocations, le gouvernement britannique a décidé d'ouvrir le recrutement de 3000 postes de flic... aux anciens délinquants. Comme ça au moins, on arrêtera de se demander ce qui différencie un flic d'un malfrat.

■ American way of life. Aux Etats-Unis, 42,6 millions de personnes, dont 10 millions d'enfants ne disposent d'aucune couverture maladie.

■ 1000 gynécologues obstétriciens (sur les 6000 en exercice) étaient en grève jeudi pour dénoncer le manque de personnel, de formation et de moyens techniques mis à disposition des centres d'IVG.

■ Prof raciste. Le 20 novembre, 800 élèves d'un lycée du Loiret ont manifesté contre un de leurs professeurs qui avaient tenu en cours des propos racistes. Face à la mobilisation, le rectorat a décidé de révoquer l'enseignant. Comme quoi, ça sert de manifester.

... bien fait

Envoyez vos brèves à monsieur.pol@wanadoo.fr

Autour du combat pour la liberté de Mumia Abu-Jamal

MUMIA ABU-JAMAL, journaliste africain-américain, est depuis près de vingt ans dans le couloir de la mort. Vingt ans qu'il a été condamné par la justice américaine pour le meurtre d'un policier blanc. Ce n'est pas un cas isolé aux Etats-Unis, où plus de 3600 personnes sont en attente d'exécution.

Un combat politique...

Le problème n'est pas qu'il a été condamné à l'issue d'un procès truqué (impossibilité pour Mumia d'organiser sa défense, sélection d'un jury exclusivement blanc, appartenance du juge au même syndicat réactionnaire que le policier tué, pressions sur les témoins...). Le problème est qu'il a été condamné parce que la justice est raciste et de classe. Le problème n'est pas sa culpabilité ou son innocence (qui est plus que probable), le problème est que la police est un bras armé qui sévit contre les pauvres et particulière-

ment opprime partout dans le monde. On ne peut pas pratiquer l'hypocrisie qui consiste à soutenir Mumia pour mieux fermer les yeux sur les situations que l'on rencontre en France, même si la peine de mort a été abolie (entraînant une forte augmentation de la durée des peines d'emprisonnement).

...aux États-Unis et ici

Les nombreuses morts en prison (suicides ou non), la politique volontariste de maintien en détention des longues peines et des malades, l'incarcération massive des personnes sans papiers, les luttes des prisonniers et prisonnières basques, bretons, d'Action Directe..., et d'un point de vue général, l'existence même des prisons, sont là pour montrer l'urgence de développer le mouvement anticarcéral. Ceci est d'autant plus important au moment où l'État met en place un programme pour «humaniser» les prisons, certainement dans un souci d'assurer une meilleure qualité

En ce qui concerne les aspects positifs, on peut citer en premier lieu la montée, outre-atlantique, des opinions en faveur de l'abolition de la peine de mort, visible dans les principaux journaux, dans diverses études d'opinion, ou à travers les propos de quelques «personnalités». Ainsi, l'ambassadeur des Etats-Unis en France, dans un texte publié dans Newsweek, évoque ses sorties diplomatiques partout perturbées par les manifestations d'hostilité, et, en conséquence, se prononce contre la peine de mort. Ces propos montrent les effets positifs de la pression internationale sur la politique intérieure des Etats-Unis. Le revers de la médaille est qu'une partie de ces personnes demande un moratoire sur les exécutions dans le but de faire baisser le taux d'erreur judiciaire, pour reprendre les mises à mort une fois les culpabilités établies.

Renforcer la mobilisation

On peut aussi évoquer les nombreuses initiatives militantes à travers le monde, et notamment les journées des 8, 9, et 10 décembre prochain pour Mumia et Léonard Peltier aux Etats-Unis, avec concert, contre-procès et manifestation. En soutien à ces événements, la Coordination Hexagonale des Comités Mumia organise une journée de

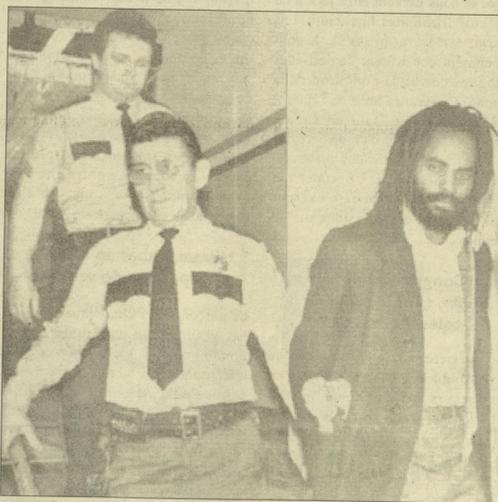
manifestations le 2 décembre, à Paris et dans plusieurs autres villes. Enfin, il faut signaler que le juge Yohn doit dans les prochains jours fixer la date d'une rencontre avec les avocats de Mumia afin de confronter des arguments et de décider ou non de la tenue d'un nouveau procès.

Le chapitre des mauvaises nouvelles en comporte trois principales. Tout d'abord, le juge Yohn a refusé les quatre « amici curae », arguments juridiques en faveur d'un nouveau procès, déposés par des associations pro-Mumia. Par ailleurs, on a assisté ces dernières semaines au cambriolage des bureaux du comité international de soutien à Mumia, avec vol de l'argent et du fichier de tous les soutiens, et l'émission de menaces de mort à bon nombre de personnes engagées en faveur de Mumia. La situation est donc très tendue, et cela montre la nécessité de renforcer la pression internationale.

Enfin, il convient de garder en mémoire que le mandat d'exécution signé en octobre 1999, même si aucune date n'est fixée, est toujours en cours de validité.

Toutes et tous à Paris le 2 décembre à 14 heures place de la République pour la libération de Mumia Abu-Jamal et Léonard Peltier.

Cyrille. - Lyon



ment contre les communautés non blanches (blacks, chicanos...). Dans ce cadre, il paraît légitime de soutenir les victimes de ce système judiciaire et policier tout autant que les personnes amenées à assurer leur autodéfense. Une chose importante dans la lutte pour obtenir la liberté de Mumia Abu-Jamal, est qu'on ne se bat pas pour lui, mais avec lui. Il n'est pas simplement question d'arracher son corps des mains de ses juges, il est aussi question de se battre pour ses idées. Mumia est en prison car il dénonce la nature même de la police, et non seulement ses abus, et celle de la justice qui pioche essentiellement chez les africains-américains sa «clientèle» carcérale. Il dénonce le fonctionnement des institutions hérité des années où l'économie était fondée sur l'esclavage. Il dénonce les agressions contre les gays et les lesbiennes... Ses analyses ne concernent pas uniquement les Etats-Unis. Elles sont un appel à la lutte contre les

d'enfermement. Est-il ici utile de préciser que de prison acceptable, il n'en existe pas, sauf sous forme de gravats. En attendant une société sans prison, rien n'empêche d'exiger l'amélioration des conditions de détention, la fin des brutalités des matons, la suppression de l'isolement forcé, la mise en place de dispositifs visant à lutter contre la transmission du VIH, l'instauration de parloirs intimes... Ni de promouvoir la solidarité à l'intérieur des prisons et entre l'extérieur et l'intérieur. Mais cela doit alimenter une remise en cause plus radicale du système d'enfermement, en lien avec une réflexion de fond : à qui profite cette justice ? Qui va en prison ? Qui met en prison ? Qui définit ce qu'est la délinquance ? Quelles sont les conditions sociales qui créent la violence... En ce qui concerne Mumia précisément, l'actualité est assez riche aussi bien du point de vue de ses ennemis que de la lutte pour sa libération.

chronique anarcha-féministe The femme

Le 16 novembre, s'est ouvert au Caire le premier sommet de La femme arabe. Arabe, c'est facile à comprendre : c'est les basané-es d'Afrique du Nord, d'Arabie et du Proche-Orient qui se saluent en salamalecs non dérivés du bas latin (on ne va pas chipoter pour les berbères et autres colonisé-e-s). Notons pour l'anecdote que la religion musulmane est souvent prédominante dans ces pays ensoleillés. La Femme, c'est encore plus fastoche à assimiler comme concept : c'est l'ensemble des porteuses d'ovaires. À ne pas confondre avec l'Homme, qui désigne les porteurs de prostate... mais également leurs femmes et leurs enfants. Quoi, pas clair ? Précisons. Dans l'exemple précité, les gentils organisateurs de la Ligue arabe s'enorgueillissent de la présence de « neuf premières dames arabes » (la reine de la fête n'étant pas Rania de Jordanie mais Soha Arafat). Princesse, reine, émirette ou même citoyenne, elles sont là parce qu'elles sont « femme de ».

Neuf épouses ou sœur, ainsi que neuf « personnalités moins importantes », dont quand même une ministre lybienne. Ministre adjointe. Des Affaires sociales. La Femme arabe s'est déclarée solidaire des mères palestiniennes dont les enfants meurent sous les balles israéliennes. Pas dérangeante la femme arabe, elle dit tout ce que son mari et président aurait dit. Elle a oublié de parler de la sainte union judéo-musulmane quant à l'oppression des femmes. Ça aurait pourtant permis de rappeler leur commune origine sémite, ainsi que la grande fraternité judéo-chrétiano-musulmane autour d'un testament vieux comme la douleur des femmes et de leur grand-mère croqueuse de pomme. C'est ça La Femme. C'est ce qui sert aux hommes pour nier Les femmes. De Moïse à Freud, de Mahomet à Arafat, de Jean-Paul à Rousseau. Manquaient quatre pays au sommet : les Comores, le sultanat d'Oman, le Qatar et l'Arabie Saoudite. Il paraît qu'ils ont pas compris de quoi on leur parlait, ils savaient pas qu'on pouvait donner un nom aux esclaves. Eux ne leur donnent même pas de papiers d'identité. Pas d'identité, pas de papiers.

C'est le point final du concept de Femme : l'anéantissement.

Pimprenelle

dans le monde

Bienvenue en Haiderland !

DÉPUIS LA LEVÉE DES sanctions, l'Union européenne peut tranquillement s'attaquer à des projets jugés plus « importants » et le gouvernement autrichien peut savourer sa victoire... Il est désormais plus nécessaire que jamais d'informer l'opinion publique des événements qui surviennent en Autriche, car à l'avenir la situation s'étiole et on finira par ne plus y penser. D'ailleurs le gouvernement a atteint son objectif : avec les débats sur les « sanctions » de l'Union européenne, la folie quotidienne qui règne dans le pays a peu à peu disparu des préoccupations internationales.

La « liberté de la presse » en Autriche

Dieter Boehdorfer, ex-conseiller juridique permanent, ami de Joerg Haider et actuellement Ministre de la Justice, a lancé des poursuites judiciaires personnelles contre le journal SPOe "Freitag aktuell". La raison : ces derniers ont osé citer une enquête parlementaire du SPOe sur Boehdorfer et sur sa nomination au Ministère de la Justice. En Autriche aujourd'hui, une poursuite judiciaire peut s'engager sur une simple citation. Selon Boehdorfer lui-même : "La liberté de la presse doit aussi avoir ses limites."

En centre de détention, à l'âge de deux ans

A Vienne, un enfant de deux ans a été emprisonné avec sa mère dans un centre de détention. L'enfant est citoyen autrichien, sa mère est roumaine et mariée à un Autrichien. Un mariage blanc, selon les services de police de l'immigration. Après que l'affaire ait été connue, la mère et son enfant ont été libérés, la mère devant promettre de quitter le pays dans un délai de deux semaines.

Grâce au remue-ménage des médias, un emploi a été trouvé pour la mère qui évite ainsi l'expulsion.

Fait-divers tragique

Le 19 septembre, un enfant de 13 ans s'est jeté du clocher de l'église de Villach (Carinthie). Un simple suicide ? Certainement pas. Le jeune garçon n'a pas survécu au fascisme quotidien, aux barrières et aux menaces permanentes : pour des actes insignifiants tels que fumer une cigarette, il avait subi des menaces de dénonciation à la police et d'expulsion... Avec pour lot quotidien des commentaires xénophobes. Après-coup, personne ne reconnaît sa propre responsabilité.

Pas d'homosexuel-les, ni de sida en Carinthie

L'actrice de théâtre Judy Winter a souhaité réunir quelques fonds à Klagenfurt pour venir en aide aux victimes du SIDA, comme elle le fait habituellement à l'issue de chaque représentation à laquelle elle participe. Mais ces collectes furent interdites à Klagenfurt. Motif : "Il n'y a pas d'homosexuel en Carinthie, ni de cas de SIDA".

Nous ignorons qui est l'origine de cette interdiction et cela est sans importance. Ce qui compte, c'est qu'il s'agit là encore d'un acte d'obéissance anticipée. La Carinthie n'est qu'un laboratoire d'essai pour l'ensemble de l'Autriche.

« Équilibre social » en Haiderland

Immédiatement après la période estivale, le gouvernement-FPO/ÖVP a présenté un train de mesures devant restructurer le budget autrichien, sous le titre : « Équilibre social ». Comme c'est souvent le cas pour ce genre de mesures, elles sont à des lieues de tout équilibre social.

Par exemple, l'entrée gratuite à l'université, établie dans les années 1970, va être abandonnée. A compter de l'automne 2001, les étudiants devront payer 5 000 schillings (375 euros) par semestre d'études. Une mesure qui va réduire rapidement le nombre des étudiants dans un pays où le quota des académies est déjà très faible. Au fait, le responsable, Gehrler, Ministre (ÖVP) de l'Éducation, rejette complètement les frais de scolarité il y a un mois encore...

En outre, à l'avenir, aucune assurance chômage ne sera versée après un renvoi du conjoint, la libre assurance du conjoint (sans enfant !) sera supprimée, les charges seront fortement augmentées... Notons que d'autres mesures « socialement acceptables » sont en projet...

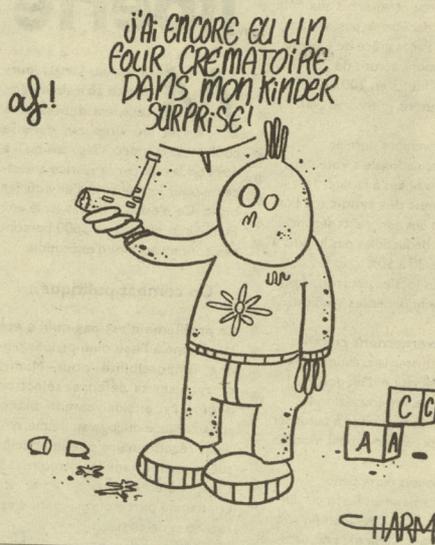
Kinder, Kirche, Kuche

Le ministère de la Condition féminine a été supprimé et remplacé par un ministère des Sports. De nombreux centres de consultation pour les femmes sont menacés de fermeture, et tous doivent faire face à de sérieux problèmes financiers. Les nouvelles mesures prises par le gouvernement constituent de nouvelles attaques contre la condition de la femme : l'assurance libre de l'ami (e) a été supprimée, sauf en cas de maternité. A l'issue d'un divorce, les deux parents bénéficient automatiquement du droit de s'occuper des enfants, ce qui permet d'exercer plus aisément des pressions sur les femmes.

Le Congrès «Ulrichsberg 2000», sous le signe de la tolérance fasciste

Le 1er octobre, le gouverneur de Carinthie Joerg Haider a prononcé un discours lors du célèbre meeting d'Ulrichsberg, que chacun s'accorde

LE FASCISME SE BANALISE



à considérer comme le plus important congrès international d'extrême-droite. Sous les applaudissements de deux mille anciens combattants (SS), "camarades", "Burschenschaften", amis et responsables politiques locaux, il a loué le "courage" des participants au congrès d'Ulrichsberg qui "malgré les condamnations, a toujours lieu". Pour Haider, Ulrichsberg est le "signe que la tolérance existe toujours" - La tolérance entre anciens nazis et néo-nazis, la loyauté à la mère-patrie et au passé éternel...

Hilmar Kabas en tournée d'inspection de sécurité

Le patron du FPOe, Hilmar Kabas, est vraiment le garant de notre bonne humeur. Après avoir essuyé une attaque à la tarte à la crème au début de l'année, puis nous avoir offert une description pénible du

Président, il est de nouveau mis à mal, cette fois par le livre d'un ex-membre de parti. Cet ouvrage décrit un politicien (en qui l'on reconnaît aisément Kabas), avec d'autres membres du parti, en visite dans un bordel aux frais du FPOe.

Kabas confirme avoir participé à cette visite, avec des journalistes (du Kronen Zeitung) ainsi que des représentants du gouvernement, mais simplement pour y effectuer une "inspection de sécurité" sur les "filles".

En définitive le bordel a été fermé officiellement... mais seulement plus de deux ans plus tard, et mieux encore, il a été fermé pour mieux s'agrandir par ailleurs. Comme le dit Kabas : "Je considère comme de mon devoir de m'occuper de tout abus à Vienne." Une conscience au-dessus de tout soupçon

Rosa Antifa Wien (RAW)
Source: Maudite Autriche!

Le pouvoir colonialiste et raciste français vient a nouveau de frapper en Guyane

SUITE AUX ÉVÉNEMENTS D'AVRIL 97, QUI AVAIENT DÉJÀ enflammés la Guyane pour la création d'un rectorat, s'est créé le « Komité pou nou démarré Lagwiyann » censé porter une solution à la Guyane colonisée par un développement durable à leur sauce nommé Pacte de Développement. Ce pacte serait prétendument en opposition à la loi d'orientation du gouvernement français sauf que de nombreux points convergent, seule la forme et la syntaxe divergent. Dans cette « salsa » se mêlent : des élus de tous poils, le pouvoir patronal local, un syndicat guyanais majoritaire maqué par la CGT, un parti politique autonomiste qui a nouyauté ce même syndicat, bref tous d'anciens « indépendantistes » depuis peu passés à l'autonomie après des rencontres officielles et/ou discrètes avec le gouvernement français et signatures de différents protocoles dits d'accord. En réalité, ce sont avant tout des nationalistes enragés, sans aucun projet de société réel pour la Guyane, si ce n'est celui d'être calife à la place du calife.

Croyant en leurs salamalgèmes et effets de manche vis à vis de la France à travers leurs rencontres avec des membres du gouvernement, le PCF, les Verts, la TCR, Lutte ouvrière, la CGT, FO, SUD-PTT, ils viennent de réaliser, vue l'accélération dans l'application de la Loi d'orientation, que leurs allégeances ne servent à rien et que le pouvoir colonial avance inexorablement, renvoyant aux calendes grecques des négociations sur leur pacte.

Le lundi 20 novembre, ils décidaient de se porter dans différentes administrations pour lire et distribuer une déclaration exigeant que les négociations se passent en Guyane, afin d'obtenir un accord poli-

tique avec la France, des moyens financiers, un projet de loi spécifique (?), le tout bien sûr dans le cadre de la République française.

Provocation policière

Il est environ 12h30 lorsque le militant du MDES Jean Victor Castor, élu du Conseil Régional, revenant de la radio du syndicat UTG, se gare aux abords de l'hôtel des impôts où ses camarades distribuent des tracts à l'entrée pendant que le « Komité pou nou démarré Lagwiyann » est dans les bureaux du directeur des impôts. Des gendarmes sont en train de faire voltiger des mains d'un de ses camarades leurs tracts ; se rapprochant d'eux pour s'interposer, Jean Victor CASTOR va alors être violemment frappé à la tête puis menotté, tout en continuant à être frappé, alors qu'il est inconscient puis hissé dans le véhicule de la gendarmerie où, selon ses dires, ils auraient tenté de l'étouffer. Le quartier étant très fréquenté à cette heure, il s'organise spontanément une manifestation et des barricades face à cette violence policière, pour empêcher que les gendarmes emmènent le militant blessé avant l'arrivée des pompiers appelés par des témoins. Dans le même temps, les policiers faisaient évacuer l'intérieur de l'hôtel des impôts à coups de matraque et là aussi, deux autres militants seront blessés. Alors que les forces du désordre encerclent les impôts face aux manifestants de plus en plus nombreux au fil de la journée, vers les 15 heures, un feu a pris à l'intérieur du bâtiment qui a détruit tout le rez-de-chaussée à savoir : l'appartement du gardien, les hypothèques et le cadastre. Alors maintenant à qui va profiter cet incendie ?

Le soir, rassemblement de tous les militants à l'UTG pour organiser la riposte. Présents : le Komité, devant des représentants de différentes organisations politiques et des sections syndicales debout au fond de la salle, assis devant, un groupe de jeunes d'une cité que le comité a « chauffé » afin de retourner aux impôts pour maintenir l'occupation. Départ : nous ferons le tour de Cayenne toute la nuit. La ville est entièrement quadrillée militairement, par des voitures banalisées, des camions de gendarmeries et des chars anti-émeutes. Un renfort d'un escadron de l'armée avait été affrété de France dans la journée par le gouvernement.

Organiser la riposte

Alors que les jeunes mèneront vaillamment une lutte sans merci face au pouvoir répressif colonial, nos pontes du Komité resteront tranquillement à leur QG (le local de l'UTG).

Vendredi 24 novembre, tribunal de Cayenne, comparution directe de quelques jeunes arrêtés durant les émeutes. Présents pour les soutenir : trois mamies, un travailleur de la mission locale de Kourou et nous...

Lundi 27 novembre est programmé une grève générale et manifestation. Nous y serons avec banderole uniquement pour dénoncer le pouvoir colonial et son système répressif, mais certainement pas pour soutenir leur projet néo-colonialiste qu'ils essayent d'arracher sur le dos de la jeunesse guyanaise!

Kolékatif anarchis pou espwar l'endépandans, groupe No Pasaran

RADIO LIBRE L'Aus

Voici les réactions pour lesquelles « Jardins d'Or » suivent et ne même soirée 21 heures... sa 21h-23h Jardin tique des pren la direction de sieurs spécialis nistateurs euro Regards croisés invité Michel E de recherche • Regard d'une • Regard avec de le compagn 23 h à l'aube « Rock australien voix off, renco band rock. Par musiques élect Escala suivante

« Les Uniques phies, collage 42ter rue des heures à 20 h associés » se gence affinita et/ou une cons

Le réseau « S première éditio (12000 exemp remise à jour. « je ne savais p Réseau « Sorti

A l'occasion de nade Léo Ferr unique de 60 F Lafaille à parti Dans le même de Paris et de M

rad Paris

jeu

Le

avec

jeu

Si Vis

vend

Jazz en libe

(1989); Jo

quintet (19

(1957)

Em

sam

Chronique s

Dressen à prop

« Les

sam

Contre-courbe

lun

Les destin

merc

Blues en

RADIO LIBERTAIRE

L'Australie terres de légendes

Voici les rendez-vous des samedis soirs thématiques sur le 89.4 FM pour lesquelles deux émissions s'associent.

« Jardins d'Orphée » et « Nuits off » : deux émissions de radio qui se suivent et ne se ressemblent pas peuvent-elles traiter du même sujet la même soirée ? Emmener l'auditeur en voyage sonore à partir de 21 heures... samedi 2 décembre

21h-23h Jardins d'Orphée s'attable autour d'un ouvrage « Rêve et politique des premiers Australiens ». « L'ancien futur de l'Australie » sous la direction de Delphine D. Morris et Michel Boccard, co-écrit avec plusieurs spécialistes australiens aborigènes, descendants de récents colonisateurs européens, édité chez l'Harmattan en octobre 2000.

Regards croisés d'une société en pleins bouleversements avec pour invité Michel Boccard, chercheur au CNRS, son domaine fondamental de recherche est la mythologie.

• Regard d'une galerie engagée dans l'art contemporain australien
• Regard avec une chorégraphe australienne Meryl Tankar, ex-danseuse de la compagnie de Pina Bausch.

23 h à l'aube « Nuits off » : l'Australie en Rockitude Topologie sonore : Rock australien et engagement politique avec Midnight Oil interview en voix off, rencontre avec le n°1 rock aborigène Yothu Yindi, Warumpi band rock. Panorama sonore : les nouvelles tendances du rock et des musiques électroniques.

Escale suivante le 16 décembre : le Portugal.

copinage

« Les Uniques associés » présentent une exposition de photographies, collages, masques et mosaïques à l'Espace Louise Michel, 42ter rue des Cascades (Paris 20^e) jusqu'au 8 décembre de 15 heures à 20 heures tous les jours sauf lundi et mardi. « Les Uniques associés » se définit comme une « association surgit d'une convergence affinitaire à travers des pratiques d'expression artistique et/ou une conscience et des réflexions politiques. »

Le réseau « Sortir du nucléaire », suite au succès rencontré par la première édition de la brochure « Par ici la sortie... du nucléaire » (12000 exemplaires diffusés), vient d'en sortir une nouvelle édition remise à jour. En cette fin de XX^e siècle personne n'a le droit de dire « je ne savais pas ». La brochure : 44 pages, 30 F. Réseau « Sortir du nucléaire », 9 rue Dumenge, 69004 Lyon.

A l'occasion de la Nuit de l'anarchie, le théâtre Toursky (16, promenade Léo Ferré, Marseille 3^e), présentera un spectacle au tarif unique de 60 F le samedi 2 décembre avec Michel Bühler et Gilbert Lafaille à partir de 21 heures. Réservations au 04 91 58 54 54. Dans le même lieu est présentée une exposition sur les Communes de Paris et de Marseille du 28 novembre au 2 décembre.

radio libertaire
Paris - 89.4 MHz

jeudi 30 novembre à 12 heures :

Le présent têtù : chanson française avec Michel-Marie Perraudin et Micha.

jeudi 23 novembre à 18 h 30 :

Si Vis Pacem : contre les jouets guerriers.

vendredi 1er décembre à 22 h 30 :

Jazz en liberté : Horace Tapscott quartet en public (1989) ; Joachim Küh quintet (1983) ; Keith Jarrett quintet (1974) ; Thelonious Monk quartet en public (1957) ; Joel Futterman quartet (1983) ; Emmanuel Borghi quintet (1996).

samedi 2 décembre à 11 h 30 :

Chronique syndicale : Le PARE ; deux livres de Marnix Dressen à propos du maoïsme : « De l'amphi à l'établi » et « Les établis, la chaîne et les syndicats ».

samedi 2 décembre à 19 heures :

Contre-courbe : Kandinsky ou la révolution de la peinture.

lundi 27 novembre à 18 h 00 :

Les destinées de l'histoire : Le mètre du monde, avec Denis Guedj.

mercredi 6 décembre à 10 h 30 :

Blues en liberté : Memphis hier et aujourd'hui.

CINÉMA

L'Allemagne s'affiche

TERRORISME, BONHEUR, poésie : Les trois vies de Rita Vogt de Volker Schlöndorff, Paradiso.

Sept jours avec sept femmes de Rudolf Thome, Tuvalu de Veit Helmer, trois films allemands à l'affiche cette semaine apportent de précieuses données sur l'état d'un pays et les enjeux essentiels de la vie aujourd'hui, en Europe.

Volker Schlöndorff renoue avec ses films les plus populaires, raconte en quelque sorte la suite de L'honneur perdu de Katharina Blum. Die Stille nach dem Schuss, le titre allemand du film précise que le calme après la bataille nécessite réflexion et analyse critique. Kurt Tucholsky, un des grands polémistes anarchistes de la République de Weimar critiquait le cinéma, quand il était incapable de montrer ce qui arrivait après l'action, après le baiser final réconciliateur, après le mot FIN à l'écran.

Volker Schlöndorff relève le défi : il montre ce qui arrive après l'action avortée d'un groupe de la troisième génération. Il raconte l'histoire vraie d'une jeune terroriste de la Fraction armée rouge, réfugiée en RDA après l'échec d'une opération, expulsée et livrée aux autorités ouest-allemandes après l'ouverture du mur. En effet, au nom de la lutte antifasciste et anti-impérialiste, la RDA avait accueilli un grand nombre de militants de groupes révolutionnaires poursuivis en RFA. La jeune femme s'était refaite à sa nouvelle vie au nom d'emprunt, à l'identité fabriquée. Sommée de changer de travail, de lieu d'habitation et d'apparence physique chaque fois que sa véritable identité risquait d'être découverte, elle se révolta quand cette pratique est-allemande de manipulation

n'avait plus de raison d'être, quand elle n'en pouvait plus d'être interdite de séjour, interdite d'engagement, alors qu'elle disposait d'un magnifique passeport et d'une carte d'identité fournie par l'État. Le film met le doigt sur la vie de tous les jours dans un pays aux libertés contrôlées, montre en quoi l'équité devant le travail engendre aussi des déceptions, et désamorce la lutte parce que l'officielle égalité devant la loi en interdit l'articulation.

mouvements anti-autoritaires, l'esprit des communautés de 68 sont mis à l'épreuve... le film révèle toutes les difficultés liées à la pratique d'un idéal théorique et montre nos aptitudes à nous défilier quand le prix à payer est trop élevé. Filmant une utopie, Rudolf Thome ne nous abreuve pas de déclarations d'intentions. Sous le déguisement d'une comédie familiale (élargie), le charme opère.

Tuvalu est le nom d'une île, lieu d'une utopie possible. Toute la



Paradiso

Rudolf Thome avec Paradiso prend le contre-pied du film-somme chiant et déprimé. Il relève le défi et prend le pari de nous parler de bonheur. Du bonheur possible même après des échecs et des désillusions qu'elles soient politiques ou sentimentales. Un compositeur réunit pour ses 60 ans les sept femmes de sa vie autour de lui. Il leur propose une semaine de réjouissances, de musiques, de fêtes et de débats. Mais il ne contrôle pas ce qui se passe, se fait tabasser par son fils qu'il n'a pratiquement pas vu grandir, affronte la jalousie des uns et des autres. Les mots d'ordre des

mécanique du film repose sur cette recherche passionnée d'obtenir, d'arracher la clé du bonheur, et de la signifier par une clé à mollettes. De monter très haut dans l'élaboration du concept d'une utopie concrète et de la ramener à terre en la matérialisant avec des vis et des écrous. La chorégraphie de ce ballet, pas seulement mécanique, est confiée au génie du lieu, incarné par Denis Lavant. Mais ce génie du lieu, Veit Helmer le possède aussi à un très haut degré : en tournant dans une piscine désaffectée de la ville de Sofia, il crée les conditions nécessaires au déploiement de sa féerie poétique. Denis Lavant prête sa grâce brute et son sourire d'enfant à une composition apparentée au cinéma muet et digne de ses plus belles réalisations. Mécano de la piscine, il agit tel Charlot dans Les Temps modernes ses vis et ses marteaux, ses pinces et leurs manches, l'espièglerie de son travail d'acrobate de piscine est soutenue à merveille par la présence de l'actrice de Luna papa, Chulpan Khamatova, mise en valeur dans cette fable qui de la misère des anciens pays de l'Est et de leur économies défallantes tire une parabole de toute beauté sur l'éternelle marche des hommes vers la lumière.

Heike Hurst



La revue « Itinéraire » vient d'éditer un agenda pour l'année 2001.

Chaque semaine est ornée d'un article sur un militant libertaire, un événement ou une organisation... Partez à la (re)découverte de Clovis Abel Pignat, de Georges Cochon, de Marius Alexandre Jacob, de Camille Pissarro ou des stérilisés de Bordeaux. Attentat contre Mussolini, vote des lois scélérates, naissance de Radio libertaire, création de la CGT mexicaine, révolte en Corée, occupation des entreprises à

Cuba... Tous ces événements s'égrainent au fil des dates !

Le tout est illustré de photos, certaines inédites. Plus d'une trentaine d'auteurs ont participé à cet agenda qui renoue avec une tradition du mouvement libertaire et ouvrier. Cet agenda est vendu 90 F à la librairie du Monde libertaire (99 F avec port), 145, rue Amélot, 75011 Paris.

Renaldo expose

LORSQUE VOUS PASSES À LA LIBRAIRIE DU MONDE libertaire, vous avez bien entendu remarqué de nombreuses sculptures sur bois. Dans notre vitrine, une colonne d'énormes blocs de pierre empilés comme des pavés de barricades font référence aux grandes luttes sociales : 1871, 1919, 1936, 1968. Le point serré de la révolte ouvrière couronne l'édifice.

Notre compagnon, Renaldo, en est le créateur. Ces œuvres, sous des titres éminemment évocateurs ; le délateur, l'autocensure, l'État de décomposition s'en prennent à la société bourgeoise et à ses serviteurs.

Pendant quelques semaines ces sculptures et beaucoup d'autres seront visibles dans une galerie parisienne. Il y aura surtout des « totems ». Pièces de bois de trois mètres de haut et quelquefois plus, qui sont autant de flèches tirées sur l'ordre établi. Mon préféré empire sur un bourgeois introverti au sexe

noyé, un prêtre en soutane et un militaire à cheval. L'édifice reposant sur les figures symboliques du pouvoir : la télévision pour les médias, la démocratie prostituée dans un corps de femme, la justice de classe et enfin la délation.

Si Renaldo tourne en ridicule la morale-prison de la sexualité bourgeoise il sait aussi, en libertaire qu'il est, donner au sexe sa juste place ; celle du plaisir et du rire. On trouve dans ses œuvres érotiques une jubilation proche d'un Rabelais ou d'un Dubout. Il renoue aussi avec ces libertaires qui de Pascal Pia à Jehan Jonas en passant par Renée Dünant et Boris Vian ont su épicer leur engagement avec le sel du libertinage.

Jean Claude Richard - groupe H. Poulaille.

Renaldo expose jusqu'au 2 décembre 12 rue Guénégaud à Paris de 14h à 19h du mercredi au samedi.

De nombreuses œuvres sont également visibles toute l'année au Musée de l'Érotisme, 72 bd de Clichy à Paris 18e.

vie du mouvement

Moussa Sakho ne sera pas expulsé

MOUSSA SAKHO, ORIGINAIRE DE SIERRA LEONE, a dû quitter son pays en 1996 pour échapper aux milices à cause de son origine ethnique (voir le *Monde libertaire* n° 1221). Sa famille et son village ont été massacrés et lui-même a été grièvement blessé. Après être passé par la Gambie, le Sénégal et le Portugal, Moussa est arrivé en France en 1998. Ne connaissant pas le français, il ne fait aucune demande de régularisation. Contrôlé sans papiers dans le train Paris-Rouen, il a été incarcéré en préventive pendant trois mois. De la maison d'arrêt, il a fait une demande de statut de réfugié politique qui lui a été refusé. Le 21 novembre, Moussa passait en procès. Le collectif de sans-papiers de l'agglomération rouennaise appelait à un rassemblement. Une petite centaine de manifestants étaient présents devant, puis à l'intérieur du Palais de justice de Rouen, pour montrer la détermination à obtenir la relaxe.

Le juge a déclaré que « la justice était mise au pied du mur », sous-entendant que ni l'État ni la préfecture n'avaient fait leur travail en ne le régularisant pas. Moussa risquait un an de prison, une forte amende et l'interdiction du territoire, mais cela rendait impossible toute régularisation. Au bout du compte, Moussa a été condamné à neuf mois de prison dont trois ferme (couverts par la détention préventive). « Moussa Sakho peut rester en France », c'est le titre du journal local (Paris-Normandie) qui, une fois n'est pas coutume, a pris fait et cause pour le jeune africain. Moussa sort libre, même s'il doit toujours attendre le bon vouloir de la préfecture pour sa régularisation. Ce verdict symbolise tout de même une véritable victoire pour le Collectif qui n'a toujours pas obtenu l'entrevue avec la préfecture pour régler la régularisation globale des 173 dossiers maintenant déposés.

Jean-Pierre Levaray. - groupe de Rouen

Union locale de la CNT-AIT de Perpignan Solidarité pro-local

Dans la nuit du 8 au 9 novembre le local du 9 rue Duchalmeau à Perpignan a été cambriolé. Ce local est le siège entre autres de Solidarité internationale antifasciste (SIA) Perpignan, de l'Union locale de la CNT espagnole en exil de Perpignan (vétérans de la révolution espagnole de 1936), de l'Union locale de la CNT française de Perpignan ainsi que du Secrétariat de l'Union régionale Méditerranée de la CNT-AIT.

Nous avons pu déplorer sur place la disparition du matériel utilisé par les différents groupes qui y résident: Magnétoscope, téléviseur, ordinateur, imprimante et matériel de sonorisation pour conférence...

Nous lançons donc un appel à tous ceux qui, sympathisants, amis pensent que quelque part notre combat à une utilité afin de nous aider à surmonter cette difficulté soudaine.

Votre soutien, sous toutes ces formes sera le bienvenu.

Salutations et amitiés anarcho-syndicaliste.

CNT-AIT, 9 rue Duchalmeau, 66000 Perpignan

LYON

Cathos, mettez votre nez hors de nos cuisses

Le 25 novembre dans le cadre de la journée nationale d'action (voir le *Monde libertaire* n° 1222), à l'appel du Collectif pour le droit à l'avortement et à la contraception de Lyon, une manifestation avait lieu de la place des Terreaux à la place Bellecour. Environ trois cent personnes ont donc défilé dans les rues aux cris de « prévention, contraception, avortement, libres et gratuits » et « Ni Dieu, ni maître, ni ordre moral ». Bien peu d'organisations avaient répondu présentes, SUD, LCR et CFDT se contentant du strict minimum, aussi le cortège était-il essentiellement composé de libertaires et d'association de luttes des femmes, tels que Cabiria (accueil de prostitué-e-s), le Collectif féministe lyonnais, Act-Up Lyon et bien sûr le Planning familial.

Au même moment, un groupe d'intégristes catholiques se rassemblait devant l'hôpital de l'Hôtel-Dieu pour protester contre le droit des femmes à disposer de leur corps, et donc à avorter. Une centaine d'entre nous s'est donc dirigée vers le lieu du rassemblement, évitant ingénieusement les flics. Nous avons bloqués une partie de la circulation, aussi rapidement quatre cars de CRS sont venus nous rejoindre, et un barrage d'uniformes s'est interposé entre nous et les cathos. Pendant une demi-heure, nous avons scandé slogans anti-religieux et pour le droit à la libre sexualité jusqu'à ce que les flics se lassent de notre présence. Sans aucun prétexte, les matraques sont entrées en action et deux grenades lacrymiques ont été lâchées sur nous. Nous avons été forcé-e-s de nous replier.

Une telle action avait déjà eu lieu sur Lyon le mois dernier, et il faut noter que cette fois-ci la charge des CRS a été bien plus violente. Encore une fois, l'État français préfère défendre l'Eglise catholique que de donner enfin aux femmes et aux hommes les droits qu'ils réclament.

Gaëlle. - groupe Durruti (Lyon)

Manifestation nationale pour la libération de Leonard Peltier et Mumia Abu-Jamal

LES ÉTATS-UNIS NE CESSENT de crier haut et fort leur attachement aux Droits humains et à la démocratie. Ils se permettent de donner des leçons au reste du monde mais, derrière les murs des prisons américaines, le masque tombe.

Leonard « Gwarth-ee-Lass » Peltier, Indien Lakota-anishinabe, dirigeant de l'American Indian Movement et Mumia Abu-Jamal, journaliste Africain-américain, ex-membre du Black Panthers Party, sont deux prisonniers politiques incarcérés pour avoir défendu les droits des opprimés. Ils sont des figures emblématiques de la lutte contre l'injustice, le racisme institutionnel, la corruption et les violences policières.

Les sentences, à l'issue de procès truqués : la peine de mort pour Mumia par l'État de Pennsylvanie et deux peines de prison à vie consécutives pour Leonard par le gouvernement américain sont exemplaires de la guerre secrète qu'a livrée sans merci le FBI dans le cadre de l'infâme dispositif de répression du COINTELPRO (Counter Intelligence Program). Neutraliser Leonard et

Mumia visait à déstabiliser et à anéantir définitivement les mouvements de revendications afro-américain et amérindien.

En solidarité avec les événements prévus les 8, 9 et 10 décembre (respectivement à Philadelphie et New York) en faveur de Mumia et Leonard, le Comité de soutien international à Mumia Abu-Jamal et aux prisonniers politiques aux États-Unis (COSIMAPP), le Groupe de soutien à Leonard Peltier (LPSG-France),

le Comité de solidarité avec les Indiens des Amériques, Scalp/Reflex et le Collectif unitaire national de soutien à Mumia Abu-Jamal appellent à la mobilisation de tous les défenseurs des droits humains pour demander justice et libérer pour Mumia Abu-Jamal et Leonard Peltier, lors d'une manifestation qui se déroulera le samedi 2 décembre à partir de 14 heures place de la République à Paris puis progression vers la place de la Madeleine, non loin de l'ambassade des États-Unis.

A G E N D A

samedi 2 décembre

MARSEILLE: Dans le cadre de la **Nuit de l'anarchie**, organisée au théâtre Toursky aura lieu à 18 heures une conférence-débat présentée par le CIRA sur les communes, 16, promenade Léo Ferré (3^e).

NANTES: Rendez-vous à **15 heures place royale** pour faire du bruit pour un train gratuit contre le sommet de l'Union européenne.

PARIS: Manifestation pour la libération de Mumia Abu-Jamal et Leonard Peltier à 14 heures place de la République.

PARIS: La librairie du *Monde libertaire* organise un forum avec Pierre Mosconi, auteur de « L'agonie de Geronimo », à **16h30** au 145, rue Amelot (11^e).

PARIS: La société Proudhon organise un colloque intitulé: **Proudhon, anarchisme, art et société**. A partir de 9 heures: Proudhon et l'art, Proudhon critique de Courbet et Zola critique de Proudhon; Artistes et politique au milieu du XIX^e siècle. A partir de 14 heures: l'artiste et l'ouvrier dans les romans de Georges Sand, Anarchisme et littérature au XX^e siècle, la littérature prolétarienne de Proudhon à Poulaillie. FIAP Jean Monnet, 30, rue Cabanis (14^e).

LYON: Débat sur « **Qui arrêtera la Françafrique?** » à 15 heures avec F-X Verschave à la librairie La Gryphe, 5 rue Sébastien-Gryphe (7^e).

mardi 5 décembre

PARIS: Le groupe Louise Michel organise une réunion-débat sur les **transports publics gratuits** pour tous à 20 heures à la Maison Verte, 129 rue Marcadet 18^e (M^o Jules Joffrin ou Lamarck-Caulaincourt).

mercredi 6 décembre

NICE: Manifestation contre le Sommet européen. **Rendez-vous à 14 heures** gare Saint-Roch. Le cortège partira du boulevard Verany (près des abattoirs, Nice-est).

RENNES: Le groupe La Commune de la Fédération anarchiste organise, à 20 h 30, Maison du Champs de Mars, une réunion publique sur le thème « **L'anarchisme aujourd'hui** ».

vendredi 8 décembre

LYON: Débat à **21 heures au Café libertaire** (19, rue Pierre-Blanc, 1^{er}) sur le thème « Le Bouddhisme, derrière une pseudo philosophie ne se cache-t-il pas une religion tout aussi oppressante que les autres? »

PARIS: Le groupe de la Villette de la F.A. organise une réunion-débat à 20h30 à l'Usine, 102 bd de la Villette (19^e, M^o Colonel-Fabien), sur le thème « **les anarchistes et la prison** », animée par Floréal Meigar.

Rassemblement antimilitariste à Gentioux

CETTE ANNÉE ENCORE, COMME DEPUIS UNE DIZAINE d'années, la F.A. de la Creuse a participé activement au rassemblement pacifiste et antimilitariste autour de ce monument situé en plein cœur d'une petite village sud creusois avec force bannière et force tchatche dénonçant radicalement les causes profondes des guerres: capitalisme, religion, idéologies étatistes, nationalistes, patriotiques...

Ensuite, nous nous sommes retrouvés devant une bonne soupe chaude collectivisée afin de se réchauffer (quoique cette année le temps fut clémente) et de continuer à débattre convivialement.

Une table de presse et des affiches, des casse-croûte partagés, des chants révolutionnaires de la chorale alternative de Limoges...

Du Puy de Dôme (Spartacus), de la Corrèze, de la Haute-Vienne, de l'Indre... ils/elles sont venu-e-s exprimer leur antimilitarisme.

À signaler que nous avons refusé de participer au banquet républicain traditionnel de la Libre Pensée car... essentiellement trop cher (130 balles). Nous pensons qu'après les discours, au lieu d'aller seulement nous « empiffrer » nous pouvons continuer une mobilisation militante constructive dans une salle polyvalente située à proximité du monument. Ce que nous faisons maintenant depuis trois ans.

D'ailleurs, nous étions pratiquement toutes et tous quelques jours après à la fête des résistances sociales de Limoges. Comme quoi...

Alayn Dropsy. - F.A. Creuse

En bref... En bref... En

■ La livraison de novembre de « La lettre des militant(e)s syndicalistes libertaires » est disponible (abonnement 50 F/an), avec au sommaire un dossier sur le PARE. Ecrire à: MSL c/o La plume noire, 19 rue Pierre Blanc, 69001 Lyon.

■ Le Groupe Alternative Libertaire (Bruxelles) tient une permanence tous les samedis

de 11 à 17 heures au Centre Libertaire, 65 rue du Midi à 1000 Bruxelles. Infos: libertaire@swing.be

■ Le n°233 (novembre 2000) du mensuel Alternative Libertaire est sorti de presse. A épinglez: un dossier très fourni sur les manifestations anti-mondialisation de Prague. AL est disponible dans les librairies de la F.A. et par correspondance: 20 F l'exemplaire - 150 F l'abonnement pour 10 n° (chèque à l'ordre de Roger Noël, BP 103, 1050 Ixelles 1, Belgique).

■ Le groupe la Commune de Rennes a désormais un site Internet: <http://citeweb.net/la-commune-fa-rennes/>